

CONVENTION EUROPEENE

3-4 Avril, 2003

INTERVENTION DE M. MANUEL LOBO ANTUNES (GOUVERNEMENT PORTUGAIS)

Espace de liberté, sécurité et justice

- En premier lieu, je voudrais vous dire que nous sommes d'accord avec l'abolition des piliers et avec la jonction des articles relatifs à l'espace de liberté, sécurité et justice en un seul chapitre ;
- Nous sommes aussi d'accord avec l'extension de la co-décision et du vote à la majorité qualifiée aux matières relatives au contrôle, des frontières, asile et immigration ; car cela nous permettra d'avancer plus rapidement dans ces domaines qui s'avèrent fondamentaux pour la construction de l'espace de liberté, sécurité et justice ;
- En ce qui concerne **l'article 5 (coopération opérationnelle)**, nous sommes d'accord avec l'idée de créer un comité permanent (pour le renforcement de la coopération opérationnelle de caractère général en matière de sécurité interne), lequel, dans une logique plus ample du concept de sécurité interne, devra aussi inclure la sécurité des frontières et donc la police de frontières ;
- Quant à **l'article 9 (contrôle juridictionnel)**, nous défendons que la fiscalisation de la validité et de la proportionnalité des opérations effectuées par les services de police et la manutention de l'ordre public et de garantie de la sécurité interne ne devront pas relever de la compétence du Tribunal de Justice ;
- Nous proposons d'ajouter à **l'article 10 (contrôle des personnes aux frontières)** un troisième numéro qui transpose dans le Traité Constitutionnel la clause de sauvegarde prévue à l'article 2° n°2 de la Convention d'Application de l'Accord de Schengen (qui permet la réintroduction de contrôles aux frontières internes pour des raisons d'ordre public et de sécurité nationale) ;
- En matière de coopération judiciaire et civile, et plus précisément à **l'article 14**, nous proposons que l'ensemble du droit de la famille, y

inclus la responsabilité parentale, soit, pour le moment, décidée à l'unanimité, car il s'agit d'une matière de particulière sensibilité.

- Quant à la coopération judiciaire en matière pénale (articles 15, 16 et 17), nous considérons que le processus législatif actuellement en vigueur doit être maintenu ;
- Pour **les articles 19 (Eurojust) et 22 (Europol)**, nous proposons que les questions fondamentales relatives aux organes de coopération pénale et policière (telles que la structure, le fonctionnement et le domaine d'action) soient déterminées à l'unanimité ;
- Quant à **l'article 20 (Parquet européen)**, nous sommes ouverts à considérer la création de ce nouvel organe ;
- Nous proposons également le vote à l'unanimité à **l'article 21 (Coopération policière)**, vu que les matières proposées (comme la collecte et le traitement d'informations pertinentes) constituent le noyau dur de la coopération policière.